

Manifester en Russie au péril de la répression

Depuis le début des années 2000, les droits de manifester et de protester en Russie ont été constamment réduits et réprimés. Pourtant, face à ce quadrillage répressif, les citoyens mécontents, au niveau local et en ligne, explorent et déploient de nouvelles façons d'agir pour continuer à s'exprimer. A leurs risques et périls.

Françoise DAUCÉ, directrice d'études à l'EHESS, directrice du Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (Cerbec)

1er juillet 2020 : « *Le référendum constitutionnel est un triomphe pour Vladimir Poutine* », affirme le porte-parole du Président russe. Les électeurs ont massivement voté en faveur des amendements constitutionnels, permettant notamment au chef de l'Etat de se représenter pour un nouveau mandat de six ans en 2024, renouvelable en 2030 jusqu'en 2036. Se déroulant sur une semaine entière, dans les bureaux de vote et en ligne, le scrutin a abouti à une stabilisation autoritaire durable. Organisé à la sortie du confinement, il n'a pas suscité de mobilisations protestataires significatives. Peut-on en conclure que la société russe soutient patiemment le maintien au pouvoir de ses dirigeants ? Ou que, soumise à des répressions sévères, elle ne dispose plus des moyens d'agir ?

La Russie actuelle est l'héritière d'une histoire singulière de la manifestation. Après le bouleversement révolutionnaire des années 1905-1917, les manifestations ont été mises en scène et encadrées par le pouvoir soviétique à l'occasion des grands défilés des fêtes du 1^{er} Mai ou de la Révolution, mais toute forme de protestation dans l'espace public a été définitivement bannie et durement réprimée jusqu'à la perestroïka gorbatchévienne de la fin des années 1980⁽¹⁾. A cette période, les citoyens sont massivement descendus dans la rue pour demander le changement de régime, qui a abouti à la disparition de l'URSS. Les libertés fondamentales ont été restaurées, dans un contexte de difficultés politiques, économiques et sociales qui ont durablement déconsidéré les réformes des années 1990.

Des manifestations fermement encadrées

Depuis le début des années 2000, la situation politique s'est stabilisée mais les libertés fondamentales sont à nouveau fortement limitées. En 2011-2012, un grand mouvement de protestation contre les fraudes électorales a montré le mécontentement de la société face aux abus de la domination de Vladimir Poutine et du parti Russie unie. Depuis, les manifestations dans l'espace public font l'objet de sévères restrictions. L'encadrement administratif des manifestations est de nature à décourager les initiatives protestataires collectives. En vertu de la loi fédérale sur les

manifestations (*mitingi*) et les défilés (*chestvie*), les organisateurs de manifestations doivent obtenir une autorisation des autorités municipales et annoncer à l'avance le nombre de personnes attendues lors de tout rassemblement sur la voie publique. Sur certains thèmes, comme la défense des droits des personnes LGBT, les demandes sont systématiquement refusées. Lorsque les manifestations sont autorisées, la mairie détermine le lieu du rassemblement, généralement à l'écart des édifices du pouvoir. Les forces de l'ordre délimitent strictement les espaces de manifestation (rue ou place), en les entourant de barrières métalliques. Pour y accéder, les citoyens doivent passer sous des portiques de sécurité tenus par la police. Ces délimitations matérielles tendent à « *clore l'action sur elle-même* »⁽²⁾, en la tenant à distance du reste de la ville et de ses habitants.

A partir du printemps 2020, la lutte contre le coronavirus offre une nouvelle justification à l'interdiction de manifester. Les rassemblements sont interdits pour motif sanitaire. Toute manifestation non déclarée fait l'objet de sévères répressions de ses participants, généralement contraints de payer des amendes ou soumis à une arrestation administrative pouvant aller jusqu'à trente jours de détention.

Les solidarités face aux répressions

Selon la législation, seule la pratique du « piquet solitaire » ne nécessite pas d'autorisation administrative. Lorsqu'ils font face à des refus de manifester, les militants recourent à cet exercice toléré. Ils stationnent un à un, une pancarte à la main, pour porter leurs revendications. Séparés de cinquante mètres, ils doivent rester silencieux. Grâce aux réseaux sociaux, ils peuvent médiatiser des piquets ponctuels en diffusant les photos de leurs actions. Ce type d'expression n'est cependant pas sans risque. Des arrestations interviennent lorsque les autorités estiment le piquet illégal ou arrêtent les manifestants qui crient des slogans (voir

(1) Emilia Koustova, « Les fêtes révolutionnaires russes entre 1917 et 1920 », in *Cahiers du monde russe*, 47/4, 2006 (<https://journals.openedition.org/monderusse/8848>).

(2) Perrine Poupin, « Temps et activités de revendication à Moscou », in *Temporalités*, 22, 2015 (<https://journals.openedition.org/temporalites/3250>).

«Les manifestations non autorisées illustrent les dynamiques protestataires qui travaillent la population russe en dépit des contraintes pesant sur les libertés fondamentales; comme en juillet 2020, lorsque les habitants de Khabarovsk sont descendus dans la rue après l'arrestation de Sergueï Fourgal, le gouverneur de cette région de Sibérie.»

le graphique et l'évolution du nombre de ces arrestations). Le journaliste engagé Ilya Azar promeut ce mode d'action et organise des piquets solitaires devant les tribunaux ou les commissariats pour demander la libération des prisonniers politiques. Arrêté à plusieurs reprises, il crée, en 2020, le site Internet Picketman⁽³⁾, pour défendre les manifestants et les aider à payer les amendes qu'ils reçoivent.

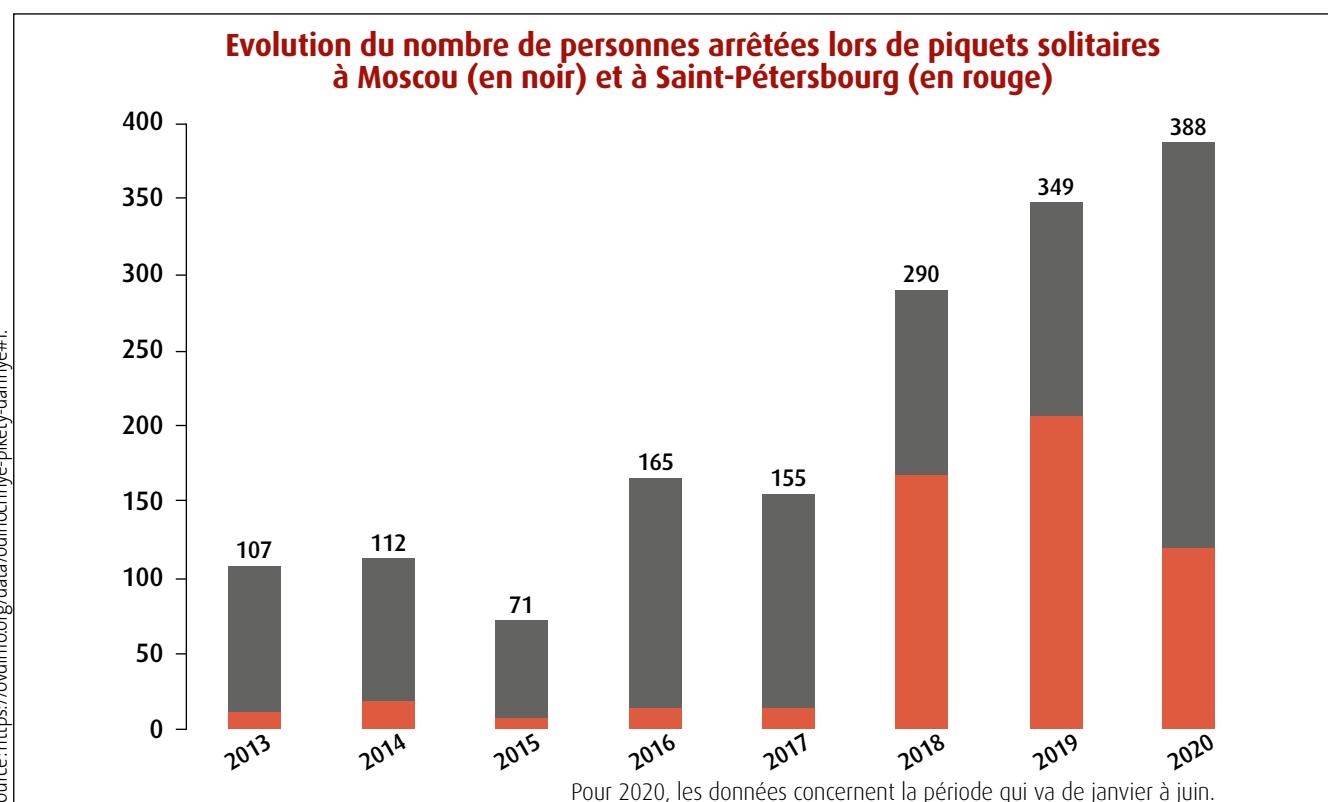
Son initiative n'est pas la seule. Face aux répressions, les militants et les groupes protestataires développent des réseaux de solidarité pour se défendre. Le mouvement Agora mobilise ainsi des avocats qui viennent en aide aux détenus politiques. Cette organisation lance, en 2018, le programme *Apologia protesta* («Apologie de la protestation»), qui regroupe une quarantaine de juristes dans les régions de Russie. En deux ans, ses membres interviennent dans un millier d'affaires et déposent de nombreux recours devant la Cour européenne des droits de l'Homme⁽⁴⁾. Des

projets médiatiques permettent aussi de faire circuler les informations sur les manifestations et leur répression. Le site OVD-Info, spécialisé dans le suivi des condamnations politiques, joue un rôle important d'information sur les arrestations et fournit un soutien juridique aux militants détenus⁽⁵⁾.

La régionalisation des protestations

En dépit des sévères entraves au droit de manifester, des protestations surgissent périodiquement en différentes régions du pays. Les manifestations ne sont pas le monopole de la capitale. Bravant les restrictions légales, les citoyens descendent dans la rue lorsque les injustices sont trop fortes. En 2019 et 2020, des mobilisations importantes ont lieu à Ekaterinbourg, contre la construction d'une église dans un parc public; à Arkhangelsk, contre une décharge d'ordures ménagères; à Vladikavkaz, contre les difficultés économiques liées au confinement. Le mécontentement politique n'est pas nécessairement au cœur des mobilisations locales, plutôt centrées sur des difficultés économiques, sociales ou environnementales, mais la question politique surgit souvent au fil des répressions subies par les manifestants⁽⁶⁾. En juillet 2020, les habitants de Khabarovsk descendent dans la rue après l'arrestation de Sergueï Fourgal, le gouverneur de cette région de Sibérie. Dénonçant l'arbitraire du pouvoir, plusieurs milliers d'entre eux bravent les forces de police qui assistent à ces démonstrations massives dans cette ville éloignée du cœur du pays.

Ces manifestations non autorisées illustrent les dynamiques protestataires qui travaillent la population russe en dépit des contraintes pesant sur les libertés fondamentales. Les manifestants arborent des banderoles affirmant: «Nous ne croyons pas à Moscou», «Sergueï, tiens bon», «Nous avons voté pour Fourgal,





© FRANÇOISE DAUCÉ

Interdites aujourd’hui sous prétexte de pandémie, les manifestations dans l'espace public russe faisaient déjà l'objet de sévères restrictions. Lorsqu'elles étaient autorisées, les citoyens devaient, pour y accéder, passer sous des portiques de sécurité tenus par la police. Ce fut le cas pour la manifestation (ci-contre) en faveur d'un Internet libre, place Sakharov à Moscou, le 13 mai 2018.

« Les menaces qui pèsent sur les manifestants dans les lieux publics favorisent une conversion numérique des activités protestataires. Depuis la fin des années 2000, le mécontentement s'exprime sur les réseaux sociaux, sur les blogs ou dans les médias alternatifs qui relaient les critiques en ligne. »

nous sommes pour la justice». Sergueï Fourgal a été élu sur la liste du parti LDPR, un parti nationaliste et conservateur allié au parti du pouvoir Russie unie mais pouvant rassembler le vote protestataire dans des contextes locaux où le pluralisme politique est fortement réduit. Les manifestations de Khabarovsk sont soutenues en divers points du pays par des citoyens qui organisent des piquets solitaires. Le 1^{er} août 2020, soixante-dix-sept personnes sont arrêtées dans quinze villes du pays, pour cette raison. Elles font même écho aux manifestations qui se déroulent en ce même mois d'août en Biélorussie, contre la réélection d'Alexandre Loukachenko.

Une numérisation du mécontentement

Les menaces qui pèsent sur les manifestants dans les lieux publics favorisent une conversion numérique des activités protestataires. Depuis la fin des années 2000, le mécontentement s'exprime sur les réseaux sociaux, sur les blogs ou dans les médias alternatifs qui relaient les critiques en ligne. Les militants alimentent les sites qui documentent les abus de l'administration, les malversations des dirigeants ou les droits bafoués des citoyens. Depuis le milieu des années 2010, l'application Telegram est particulièrement populaire. Elle regroupe des canaux d'information alternatifs qui couvrent les initiatives protestataires, tant et si bien qu'en 2018, les autorités russes demandent son blocage, suscitant en retour des manifestations pour les libertés numériques. Grâce aux compétences tech-

niques de ses concepteurs, le blocage de Telegram échoue et ses abonnés continuent à s'y documenter sur les abus du pouvoir⁽⁷⁾. Initiés aux subtilités du numérique et aux opportunités offertes par Internet, certains opposants tentent même d'inventer de nouvelles formes de manifestations en ligne. Au printemps 2020, durant le confinement, des internautes détournent les cartes routières et les outils de géolocalisation du moteur de recherche Yandex pour signaler leur mécontentement, et ce en des points stratégiques des grandes villes russes. Ils protestent ainsi contre les difficultés économiques liées au confinement. Des internautes écrivent: «*Les gens vont mourir de faim, et non du virus*», «*Nous voulons vivre, et pas survivre*». Yandex, confronté au détournement de ses outils, supprime en temps réel les commentaires des manifestants mécontents⁽⁸⁾. Ces initiatives éphémères témoignent de l'inventivité numérique des citoyens russes pour contourner des contraintes politiques croissantes. C'est aussi sur Internet qu'Alexeï Navalny, le plus charismatique des opposants au Président russe, diffuse des reportages à charge sur la corruption des principaux dirigeants, produits par sa Fondation de lutte contre la corruption (FBK). Sa notoriété en ligne lui permet d'échapper à la censure médiatique dont il est l'objet, et aux multiples sanctions qui entravent son action. En réponse, son probable empoisonnement en août 2020 constitue une tragique illustration des violences physiques réelles qui viennent sanctionner une popularité politique défiant, sur Internet, les autorités du pays. ●

(3) <http://picketman.ru> (en russe uniquement).

(4) <https://www.agora.legal> (en russe et en anglais).

(5) <https://ovdinfo.org> (en russe uniquement).

(6) Carine Clément, «*Mobilisations citoyennes russes. Le quotidien au cœur des protestations*», 2012 (https://laviedesidees.fr/IMG/pdf/20121211_mvt_sociaux_russie.pdf).

(7) Ksenia Ermoshina, Francesca Musiani, «*The Telegram ban: how censorship “made in Russia” faces a global Internet*», International Association for Media and Communication Research, 2019.

(8) Mischa Gabowitsch, «*COVID-19 in Russia: Mishandling Has Led to Popular Protests but Putin Remains Strong*» (<https://thewire.in/world/covid-19-russia-vladimir-putin>).